

Développement économique et social

Le député d'Edmonton-Strathcona a fait deux ou trois remarques qui m'ont rendu perplexe. Peut-être a-t-il raison, je ne sais. Pour lui, le système politique actuel répond de moins en moins aux besoins et nous travaillons dans le cadre d'un régime politique d'un autre siècle. Avec ces deux remarques, il a soulevé tout un domaine qui mériterait d'être étudié, car si tel était le cas . . .

● (1740)

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je regrette d'informer le député que son temps de parole est écoulé. Il peut continuer avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Non.

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, je prends rarement la parole à propos des motions d'initiative parlementaire, mais je tiens à féliciter le député de Davenport (M. Caccia), qui vient de s'asseoir, d'avoir fait ce qui, à mon avis, devrait être le but de tout député qui vient en cet endroit, c'est-à-dire savoir écouter une argumentation présentée avec logique et cohérence, comme celle du député d'Edmonton-Strathcona (M. Roche). Lorsque le député du parti opposé se lève et reprend les points de débat qu'a soulevés l'orateur initial, il y a véritablement débat basé sur la confrontation. Il peut y avoir accord ou désaccord. Mais je félicite le député de Davenport d'avoir agi comme tout député à la Chambre devrait faire.

Siégeant de ce côté-ci de la Chambre après avoir siégé en face, rien ne me déprime plus que d'écouter des ministériels lire leurs textes préparés, c'est évident, par un fonctionnaire du ministère dont ils sont le porte-parole. Je suis consterné de voir qu'à la Chambre des communes où nous sommes censés représenter le peuple et non nos maîtres les fonctionnaires, cela puisse se produire.

Je crois que les remarques du député de Davenport m'amènent à dire ces quelques mots qui viennent rejoindre ce qu'a dit le député d'Edmonton-Strathcona. Ce que l'auteur de la motion cherche à dénoncer, si je comprends bien, c'est la désuétude des méthodes que nous utilisons pour renseigner les preneurs de décisions, en théorie le Parlement. Je me demande même si le mot «désuet» est assez exact.

J'aimerais rappeler à la Chambre que le sujet soulevé ici brièvement n'est pas nouveau. Au temps de la dépression et pendant la guerre, nombreux étaient ceux qui, au Canada, se demandaient ce que nous allions faire et ce que nous pouvions faire. Sans m'étendre trop longuement sur la question, il y a eu tout un courant d'opinion qui estimait que le meilleur moyen de résoudre nos problèmes économiques était de confier au gouvernement la propriété et le contrôle des ressources, par exemple. C'était une autre solution à la politique suivie alors.

Un autre courant de pensée s'est développé pendant la guerre, dans la Fonction publique d'abord et, jusqu'à un certain point, dans nos universités. C'est le sentiment que nos universitaires, nos hommes d'affaires et nos fonctionnaires avaient bien administré le pays pendant la guerre. Ils avaient,

par exemple, appliqué la théorie de Lord Keynes en matière de politique monétaire. Ils avaient adopté la théorie de Beveridge sur ces questions mêmes que nous débattons aujourd'hui: le versement de pensions à tous les citoyens, sans égard à la cotisation ou au besoin. Ils avaient également adopté un troisième principe, selon lequel seule une petite élite nationale avait les qualités voulues pour diriger le pays. C'est Burnham qui l'a énoncé.

A tort ou à raison, le Canada n'a pas suivi la voie du socialisme. Il n'a pas suivi la tendance qui s'était dessinée dans la période d'avant-guerre. Au lieu de cela, nous avons opté pour une forme de gouvernement où le pouvoir était exercé par un petit groupe de dirigeants, pour la plupart des fonctionnaires, aidés de quelques universitaires et hommes d'affaires amis, que nous avons commencé à désigner sous le nom d'«Establishment». Si je comprends bien, c'est ce que dit le député d'Edmonton-Strathcona.

Supposons qu'il se trouve parmi les députés de tous les partis représentés à la Chambre des communes suffisamment de gens disposés à travailler fort et longtemps et à examiner diverses idées proposées par le public. Nous faut-il à jamais nous incliner et nous agenouiller en adoration devant un petit groupe, si petit au sein de l'Establishment fédéral qu'on peut presque en compter les membres sur les doigts des deux mains? Ce petit groupe de mandarins devraient-ils imposer l'attitude à prendre devant les événements et déterminer l'orientation future de notre pays?

Je me permettrai de remonter un peu dans le temps, monsieur l'Orateur. En 1946, quand cette idée est apparue pour la première fois, ces mêmes hauts fonctionnaires, c'est-à-dire le groupe dont je parlais, a produit un document que l'on a appelé le Livre blanc de 1946. A l'étude de ce document—et je l'ai étudié sous la direction de M. Howe—on en arrive à la conclusion qu'il s'agissait d'une brillante conception de ce qu'allait être le Canada dans les 30 ou 40 années à venir. C'était là la naissance véritable du concept de la planification par orientation de la part d'un petit groupe d'élite, non de celle de socio-démocrates dont parlait autrefois le NPD ou le PSD, mais d'un petit groupe d'élite, de l'élite du haut fonctionnarisme qui mènerait le pays. C'est à l'époque où j'étais ministre que je suis venu en contact avec ce groupe. J'ai bien remporté quelques victoires à ses dépens, mais très peu, et je me souviens des milliers d'échecs aux mains de ces gens plus capables que moi, plus convaincants, au verbe plus vigoureux, à la logique et à l'argumentation irrésistibles.

A mon sens, l'un des principaux problèmes des Canadiens depuis une quinzaine d'années, c'est que le Parlement et le cabinet ont adopté inconditionnellement les vues de ce groupe. C'est ce que le député d'Edmonton-Strathcona veut dire, je crois. Ces gens-là ont peut-être raison dans une certaine mesure. On pourrait peut-être dégager la vérité, comme l'a dit le député d'Edmonton-Strathcona, en sortant d'ici et en consultant la population sur des questions bien précises comme l'imposition.